



## La place du scientifique dans une économie en déclin

par Bernard Beauzamy

Chacun constate le déclin du pays dans l'économie mondiale, sur au moins 40 ans : ce n'est pas nouveau. Les raisons sont simples à analyser : nous avons adopté une posture dite "vertueuse", qui, en réalité, ne peut rien apporter, ni scientifiquement, ni commercialement.

Prenons des exemples très simples pour faire comprendre ceci :

Nous limitons les émissions de CO<sub>2</sub>. C'est une décision politique sans base scientifique : le climat a toujours été variable (nous sortons à peine, depuis 20 000 ans, d'une période glaciaire qui a duré 100 000 ans). Le climat n'est pas stabilisé et rien ne permet de penser que l'activité humaine y soit pour quelque chose, via les émissions de CO<sub>2</sub> ou de quelque manière.

Peu importe le statut scientifique du sujet : une décision politique est prise ; à ce titre, nous envoyons la production se faire à l'étranger, si bien que les émissions de CO<sub>2</sub> associées ne seront pas comptabilisées chez nous. Triple perte nette : les emplois ainsi délocalisés, nos compétences et notre capacité d'exportation.

Même décision politique pour la production d'énergie : nous pourrions produire davantage et exporter le surplus, mais nous avons une doctrine dite "des économies d'énergie" ; il paraît que cela doit sauver la planète, qui, objectivement, ne nous a rien demandé.

De même pour les extractions minières (tungstène, etc.) : nous avons décidé de ne pas extraire chez nous et d'acheter à l'étranger. Ces trois exemples se multiplient par millions.

A partir du moment où l'économie souffre, les entreprises périssent ; ne survivent que celles qui, malgré tout, parviennent à exporter. Lorsque les difficultés apparaissent, elles réduisent en premier lieu leurs services techniques et leur R&D, ce qui indique bien leur confiance dans cette composante de leur activité.

Le pays se détourne de plus en plus des lois de la Nature, qui requièrent de la R&D, au profit de consensus acceptés par les citoyens et les électeurs. Par exemple, sur les questions liées au réchauffement climatique, le gouvernement a mis en place un "comité citoyen" de 150 membres tirés au sort, supposé dire quelles orientations doivent être retenues. L'analyse scientifique est donc inutile, ainsi que les mesures, les observations, les capteurs, et tout ce qui peut servir de support à la R&D.

La situation présente est la même que lors de la Révolution, lorsque le Tribunal Révolutionnaire guillotina Lavoisier, en disant "la République n'a pas besoin de savants". De nos jours, elle en a encore moins besoin ; mais comme les décisions prises ont des fondements en apparence scientifiques, il faut des "modèles" destinés à donner cette apparence aux décisions. Le décideur a besoin de montrer que ses décisions ont effectivement une base scientifique, et pour cela, il a besoin de quelques scientifiques, en petit nombre. Mais il n'a pas besoin qu'ils soient bons : il lui suffit qu'ils soient serviles.

Ceux-là y trouvent leur compte ; sous tout régime, on en trouve qui favorisent le pouvoir en place. Mais, pour les jeunes, surtout ceux qui sont en école d'ingénieur, la chose a de quoi surprendre : ils ne comprennent pas bien en quoi consistera leur carrière. Ils se demanderont : "Devrais-je, toute ma vie, faire des modèles pour permettre à Anne Hidalgo de réduire le rôle de l'automobile ou à Emmanuel Macron de restreindre les déplacements et l'activité?". Comme ambition intellectuelle, cela paraît limité.

L'enseignement est tourné vers l'assimilation de formules toutes faites, où s'exprime l'art de l'ingénieur. Il permettra l'édification d'un pont, grâce aux "Eurocodes", et l'ingénieur n'a pas à se demander à quoi sert le pont, ni pourquoi il est limité à des pistes cyclables. Grâce aux progrès de notre civilisation, la question est sans objet : on ne construit plus ni pont ni autoroutes en France aujourd'hui ; on commence seulement à se préoccuper des 25 000 ponts qui sont en mauvais état (Sénat : Rapport d'information n° 609 2018-2019 de MM. Patrick CHAIZE et Michel DAGBERT, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, déposé le 26 juin 2019).

Le jeune ingénieur doit donc en prendre son parti : son art sera utilisé pour restreindre, économiser et confiner, puisque ce sont désormais les seules ambitions sociales.